



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

Annexe

de la décision relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République du Niger

Document d'action concernant l'Appui pilote à la Stratégie Niger 2.0 « Marche vers la société de l'information, marche vers la société de la connaissance »

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Appui pilote à la Stratégie Niger 2.0 « Marche vers la société de l'information, marche vers la société de la connaissance » Numéro CRIS: NE/FED/042-565 Financé par le Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/ localisation	Afrique de l'ouest, Niger L'action sera menée à l'endroit suivant: Niger	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) 2014-2020 pour le Niger ¹	
4. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD 9 - Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation ODD 4 - Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ODD 5 – Égalité des sexes ODD 5.b Renforcer l'utilisation des technologies clefs, en particulier l'informatique et les communications, pour promouvoir l'autonomisation des femmes ODD 8 – Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.	
5. Secteur d'intervention/ domaine thématique	Digitalisation Éducation	Aide au développement: OUI ²
6. Montants	Coût total estimé: 2 000 000 EUR	

¹ Décision de la Commission C(2014)3882 du 16.6.2014 relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République du Niger.

² L'aide publique au développement doit avoir pour objectif essentiel la promotion du développement économique et du bien-être dans les pays en développement.

concernés	Montant total de la contribution du FED: 2 000 000 EUR			
7. Modalité d'aide et modalités de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion directe avec: - subventions - - Passation de marchés			
8 a) Codes CAD	22040 - Technologies de l'information et de la communication (TIC) 32130 - Développement des petites et moyennes entreprises (PME) 11110 - Politique de l'éducation et gestion administrative 11120 - Équipements scolaires et formation			
b) Principal canal de distribution	S.O.			
9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes avec handicap	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Diversité biologique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	10. Marqueur	Objectifs stratégiques	Non	Objectif

internes		ciblé	significatif	principal
	Digitalisation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Migration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

RESUME

L'objectif général est de promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication en soutien au développement économique.

Les objectifs spécifiques visés sont :

OS 1) Appuyer la mise en œuvre de la Stratégie Niger 2.0 (notamment axe iii – création d'une cité de l'innovation et de la technologie, et axe iv – promotion du numérique);

OS 2) Le développement d'un enseignement du numérique de qualité, équitable et utile pour l'expansion des activités économiques.

L'État du Niger, à travers la création de l'Agence nationale pour la société de l'information (ANSI) a décidé de promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'atteinte des Objectifs de développement durable.

Pour le Niger, le développement d'un capital humain répondant aux besoins du secteur privé en vue d'absorber une grande partie des jeunes chercheurs d'emploi est primordial. À cet effet, le Niger a lancé une stratégie de digitalisation intitulée Niger 2.0 pour le développement. Celle-ci s'articule autour de quatre axes : i) la numérisation de l'administration (e-gouvernement) pour rendre ses services plus efficaces et utiles à la population; ii) l'instauration des villages intelligents pour désenclaver les espaces ruraux tout en rendant plus facile l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, agriculture), grâce au numérique; iii) la création d'un site à la vocation de devenir une Cité de l'innovation ; et iv) la promotion du numérique via des initiatives comme eTakara (concours de programmation), des journées portes ouvertes, Volontaires du numérique, StartUp Act et Fonds du développement du numérique. La présente action vise en particulier les axes iii et iv.

Dans l'optique de consolider les actions déjà prévues relatives au secteur privé, à la formation et à la création d'emplois (Alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables, troisième pilier du plan d'investissement externe de l'UE), il convient d'accompagner les structures nationales de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et d'incubateur des PME. Les TIC occupent une place importante dans la promotion des PME, du secteur privé et l'employabilité des jeunes. C'est pourquoi, l'Agence nationale pour la société de l'Information (ANSI) a été créée en juillet 2017 (décret n° 2017-621/PRN du 20 juillet 2017) en tant qu'établissement public à caractère administratif avec pour mission la mise en œuvre opérationnelle des stratégies, des programmes et des projets de promotion et de développement des TIC, conformément aux orientations définies par le gouvernement, en relation avec le ministère en charge du secteur et les autres structures concernées.

Un renforcement des capacités techniques et institutionnelles de l'ANSI et de l'école de programmation informatique CodeLoccol, inaugurée en octobre 2019, est identifié comme une nouvelle action. Une assistance technique et une subvention à l'ANSI en appui à l'agence et au développement de cette école sont envisagées, pour soutenir la qualité du contenu enseigné, l'accès équitable sur base de genre et origine géographique à ses enseignements, le

développement de débouchés pour les compétences acquises ainsi que le renforcement de l'équipement et des infrastructures à disposition.

La numérisation et les technologies basées sur les données prouvent actuellement leur importance pour améliorer la résilience face au COVID-19 en termes des restrictions de la mobilité en Afrique. L'urgence de la pandémie COVID-19 a stimulé la recherche de solutions innovantes pour atténuer l'impact social et économique de la pandémie. Cette action prévoit certaines activités en conséquence.

Cette action sera mise en œuvre dans un contexte COVID-19 et adaptée si nécessaire pour atteindre son objectif.

1. ANALYSE DU CONTEXTE

1.1 Description du contexte

Enclavement, connectivité

Le Niger est un vaste pays enclavé d'une superficie de 1.27 million km² avec la particularité que plus de 80 % de la population vit en milieu rural. Seulement 6 % de la population vit dans la capitale. Cette faible densité de population accentue les défis de connectivité et d'économies d'échelles. Selon le rapport de la taskforce UE-Union africaine (UE-UA) sur l'économie numérique, les pays du centre du continent africain continuent de souffrir d'un déficit de connexion transfrontalière, de liaison et d'accès local aux réseaux de connectivité de la dorsale. Ainsi, les pays sans littoral souffrent davantage d'un manque de connectivité que les pays côtiers plus avancés du nord, du sud et de l'ouest.

La Société européenne des satellites (SES) a estimé qu'approximativement 30 % de la population rurale d'Afrique ne sera jamais atteignable par l'épine dorsale fibre. Au vu de la dispersion de la population au Niger, ce ratio dans ce pays est sans doute plus élevé. Ceci justifie le déploiement d'une multiplicité de technologies allant du mobile, au satellite et aux microondes et des technologies émergentes pour fournir une infrastructure de connectivité fiable, rapidement mobilisable et rentable.

Éducation, genre

L'enseignement en matière de nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) reste très sommaire, souvent inadapté et ne permettant pas un réel essor du secteur au sein de l'économie du pays. Une des recommandations du groupe de travail UE-UA sur l'économie numérique (DETF UE-UA) dans son rapport de 2019 intitulé « Nouveau partenariat Afrique-Europe pour l'économie numérique - Accélérer la réalisation des objectifs de développement durable » est de favoriser l'enseignement des compétences numériques et transversales dans les écoles et autres établissements d'enseignement et réviser pour ce faire les programmes scolaires en fonction de l'évolution des besoins et des tendances dans l'économie et la société numériques. Il s'agit notamment d'encourager la création de systèmes et de politiques d'éducation favorables à l'égalité des sexes et accroître les possibilités d'éducation et les compétences numériques des femmes et des filles dans le domaine des STEAM³ afin de réduire la fracture numérique entre les sexes.

Au Niger, où les inégalités de genre demeurent fortes au détriment des filles et femmes (l'indice d'inégalité du genre se situe à 0,674 en 2016, plaçant le pays au 149^e rang sur les 152 pays classés), l'accès à l'éducation et l'alphabétisation des femmes reste faible. Selon le Plan de

³ Compétences numériques et scientifiques, technologiques, ingénierie, arts et mathématiques (approche STEAM (Sciences, Technology, Engineering, the Arts and Mathematics)).

développement économique et social (PDES) 2017-2021 « Participation inégale des femmes dans le secteur économique : l'analyse du rôle des femmes nigériennes dans l'économie indique clairement une inégale répartition des rôles et des responsabilités dans la division du travail ainsi que des difficultés dans l'accès, la gestion et le contrôle des ressources, l'inégalité d'accès aux opportunités économiques et la faible valorisation du travail de la femme dans l'économie du ménage ». Au Niger, comme dans d'autres pays, le monde du digital est de manière prédominante perçu comme une affaire d'hommes. Cette action vise à contribuer entre autre, au changement de cette perception.

Les discriminations sont encore plus marquées lorsqu'il s'agit de femmes et de filles vivant avec un ou plusieurs handicaps, notamment en matière d'emploi, d'éducation et de formation professionnelle. L'absence de mesures visant à intégrer leurs droits dans la vie publique, ainsi que dans les stratégies et politiques relatives à l'égalité des sexes, à l'éducation et à l'emploi, renforce les obstacles auxquels elles sont confrontées. Il n'y a pas non plus de campagnes de sensibilisation et de programmes d'éducation appropriés, en particulier à l'intention des familles, visant à combattre les stéréotypes et les préjugés concernant les femmes et les filles handicapées, et à favoriser le respect de leurs droits⁴.

L'école de programmation CodeLoccol, située à 30 km au sud de Niamey, au sein du campus qui fait partie de Cité de l'innovation, a été inauguré en octobre 2019, et vise à former 400 femmes et 600 hommes programmeurs d'ici 2024. L'accès à CodeLoccol se fait sans diplôme mais par un test de sélection.

Changement climatique et environnement

« Dans ses orientations politiques, la présidente de la Commission, Mme von der Leyen, a déclaré que l'Union européenne devait conduire la transition vers une planète saine et un nouveau monde numérique. La transformation verte et la transformation numérique constituent deux défis indissociables. Comme indiqué dans le Pacte Vert pour l'Europe⁵, ces défis requièrent un changement de cap immédiat vers des solutions plus durables qui soient circulaires, neutres pour le climat et efficaces dans l'utilisation des ressources. Ces défis exigent en outre que chaque citoyen, chaque travailleur, chaque entrepreneur, où qu'il se trouve, ait une possibilité réelle de tirer parti des avantages de notre société de plus en plus numérisée. »⁶

La numérisation peut aider les pays en développement à soutenir la prise de décision politique sur les questions de changement climatique et, par conséquent, à les aider à l'étape critique de l'élaboration de stratégies d'adaptation. De plus, les données climatiques peuvent permettre aux agriculteurs de subsistance d'utiliser ces informations pour améliorer leurs rendements et mieux s'adapter aux risques.⁷

Néanmoins, la transformation numérique n'est pas une panacée et des défis peuvent survenir lorsque les technologies numériques sont mises en œuvre sans tenir compte des contextes nationaux, leur accès, leurs produits et leurs gains inégalement répartis et distribués, lorsque les données numériques menacent la vie privée ou lorsqu'un accès accru à l'Internet et aux médias sociaux expose les enfants et les adultes à la désinformation ou propagande haineuse.

⁴ Comité des droits des personnes handicapées. Observations finales concernant le rapport initial du Niger, 2019, OHCHR.

⁵ COM(2019)640 final du 11.12.2019.

⁶ Communication de la Commission de 2020 intitulée « Façonner l'avenir numérique de l'Europe » https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/communication-shaping-europes-digital-future-feb2020_fr.pdf.

⁷ Commission Staff Working Document: Digital4Development: mainstreaming digital technologies and services into EU Development Policy

Surtout, il faut garder à l'esprit que les technologies de l'information et de communications sont un moyen en non une fin en soi. Il est donc impératif de soutenir des processus d'innovation technologique basés sur une volonté politique de transparence, de reddition des comptes et de lutte contre la corruption et les discriminations d'une part, et une participation citoyenne inclusive accrue, d'autre part.

Marché de l'emploi

Concernant le marché du travail, il ressort des données fournies par le ministère de l'emploi que 5,9 millions des personnes sont actives, parmi lesquelles 5 % sont au chômage (2017, 6 258 145 et également 5%) et 26% sont sous-employées, avec au moins 1,5 millions de jeunes entre 13 ans et 19 ans qui sont hors du système éducatif et de formation. Les femmes sont les plus impactées par le chômage avec un taux de 25 % contre 12 % pour les hommes tandis que la tranche d'âge de 15 à 29 ans est la plus frappée par le chômage. L'une des caractéristiques du monde de travail des jeunes en milieu rural nigérien au Niger, est le sous-emploi, avec à peine 3 mois d'activités dans la période hivernale. Des enquêtes menées en 2011 dans le cadre de la planification du programme d'appui à la formation professionnelle rurale ont permis d'établir que l'agriculture n'est pas considérée comme un métier pour ces jeunes. Il a fallu plus d'approche participative et introduire quelques innovations pour rendre les offres de formation professionnelle agricoles plus attrayantes pour ces jeunes.

Selon les données du Bureau international du travail (BIT), l'inactivité des jeunes est un problème majeur au Niger; si le taux du chômage sur l'ensemble de la population est relativement faible, celui du NEET⁸ est estimé à 20 % des jeunes en 2011 et 22 % en 2014, soit environ un jeune sur cinq. La progression de ce ratio devient inquiétante et traduit une insuffisance de ressources pour la production et la productivité. Cette situation a pour conséquences la précarité, la dégradation de la confiance en soi et un impact durable sur la trajectoire du jeune. Elle peut engendrer d'autres conséquences sociales comme: l'incapacité du jeune à subvenir à ses besoins, à construire une famille, la désaffection à l'égard de la cité, le radicalisme, etc.

1.2 Cadre stratégique de l'action (mondial, l'UE)

Les technologies et services numériques sont des catalyseurs éprouvés du développement durable et de la croissance inclusive. Ils peuvent être essentiels pour améliorer la vie même dans les pays les plus pauvres, en particulier en autonomisant les femmes et les filles, en améliorant la gouvernance démocratique et la transparence, et en stimulant la productivité et la création d'emplois.⁹

Selon la communication de la Commission de 2020 intitulée « Façonner l'avenir numérique de l'Europe », « Une présence numérique affirmée dans les politiques d'élargissement, de voisinage et de développement de l'UE permettra de renforcer et stimuler le développement durable, y compris le déploiement de TIC vertes dans les pays et régions partenaires, conformément à l'engagement pris par l'Europe en faveur du programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Les conclusions de la task-force UE-Union africaine sur l'économie numérique sous-tendront l'appui à la transformation numérique en Afrique, y compris la création

⁸ Le taux de NEET mesure le pourcentage de jeunes qui ne sont ni dans le système éducatif, ni dans l'emploi, ni en formation (Not in Education, Employment, or Training)

⁹ Commission Staff Working Document: Digital4Development: mainstreaming digital technologies and services into EU Development Policy

d'un marché unique numérique africain, lorsque des moyens de financement deviendront disponibles au titre du nouveau cadre financier pluriannuel de l'UE. »¹⁰

Cette action est également en cohérence avec l'objectif 13 du Plan « Égalité entre les femmes et les hommes et émancipation des femmes: transformer la vie des jeunes filles et des femmes dans le contexte des relations extérieures de l'UE 2016-2020 »¹¹ quant à « Égalité d'accès des filles et des femmes à tous les niveaux d'éducation et d'enseignement et de formation professionnels (EFP) de qualité, sans aucune discrimination ».

Le neuvième objectif de développement durable (ODD) fait référence aux technologies de l'information et de communication notamment à travers sa cible 9c « accroître nettement l'accès aux technologies de l'information et de la communication et faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés aient accès à Internet à un coût abordable d'ici à 2020 » L'ODD 9 promeut l'essor résilient et durable d'infrastructures, de l'industrialisation et de l'innovation tout en appelant à favoriser un appui financier, technologique et technique des industries et en encourageant l'innovation et la recherche scientifique. La numérisation agit comme un accélérateur et un catalyseur pour de nombreux, peut-être tous les ODD.

Selon les orientations politiques pour la Commission 2019-2024, présentées par Madame von der Leyen lors de sa candidature au poste de Présidente de la Commission, « L'Europe doit conduire la transition vers une planète saine et un nouveau monde numérique ». En effet, le numérique figure comme l'un des cinq domaines clés de la future collaboration approfondie entre l'Europe et l'Afrique. La Commission européenne s'est engagée à créer une Europe adaptée à l'ère numérique. Dans le cadre de son action extérieure, elle propose de coopérer avec l'Afrique afin de promouvoir et de valoriser la transformation numérique en Afrique et de garantir l'accès à des services numériques sûrs et abordables. Selon les estimations, une augmentation de 10 % de la couverture numérique pourrait augmenter le produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique de plus de 1 %. Avec les investissements, les infrastructures et le cadre réglementaire appropriés, le passage au numérique a le pouvoir de transformer les économies et les sociétés en Afrique. En outre, l'interdépendance des deux continents sous-tend que le dialogue de l'UE avec l'Afrique est dicté tant par ses valeurs que par ses intérêts.¹²

L'impulsion donnée par la nouvelle Commission au numérique, notamment à travers la récente communication « Façonner l'avenir numérique de l'Europe », les recommandations du Nouveau partenariat Afrique-Europe pour l'économie numérique¹³, l'établissement de l'alliance D4D¹⁴ qui regroupe les États-membres et entreprises de l'UE, ainsi que la perspective proche de la création du D4D hub capable d'exploiter les capacités et le savoir-faire de l'UE, tout en étant une plateforme pour la coordination interne de l'UE et un lieu d'engagement avec les parties prenantes africaines, a posé les jalons pour une approche européenne à la coopération numérique aussi au Niger. À travers la coopération, un partenariat solide et centré sur l'économie numérique fondé sur les droits humains et la démocratie et l'état de droit, pourra être consolidé sur place.

Le numérique est donc une des priorités de la Commission. Saisir le potentiel de la transformation numérique est également un des éléments prioritaires dans le partenariat entre l'UE et l'Afrique.

¹⁰ https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/communication-shaping-europes-digital-future-feb2020_fr.pdf

¹¹ SWD(2015) 182 final du 21.9.2015.

¹² https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/qanda_20_375.

¹³ <https://africa-eu-partnership.org/sites/default/files/documents/finaldetfreportpdf.pdf>

¹⁴ <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/10102/2017/EN/SWD-2017-157-F1-EN-MAIN-PART-1.PDF>

1.3 Analyse des politiques publiques du pays partenaire/de la région

Selon le PDES 2017-2021, le Niger prévoit d'étendre les infrastructures large bande sur l'ensemble du territoire afin d'assurer un accès universel au service de meilleures qualités et à des prix abordables. Ce qui pourrait contribuer à rendre le secteur privé plus compétitif et l'administration plus efficace. En ce qui concerne l'objectif spécifique 3 de l'action, il s'inscrit pleinement dans le Programme 6 : sécurité alimentaire et développement agricole durable du PDES et plus spécifiquement le sous –programme 6.3 : Développement des infrastructures et services ruraux qui vise entre autre à « promouvoir les TIC en milieu rural notamment «Money Bank ».

Dans le cadre du Plan stratégique Niger 2.0: « *Marche vers la société de l'information, marche vers la société de la connaissance* », le gouvernement du Niger ambitionne le but d'une couverture à 100 % afin d'atteindre les objectifs d'une éducation de base de qualité, une population prise en charge rapidement sur le plan sanitaire, une agriculture de qualité, une inclusion financière et sociale et enfin d'apporter des solutions pérennes susceptibles de révolutionner conséquemment la vie des populations rurales et des cadres de l'État qui se trouvent dans ses zones. L'État du Niger à travers la création de l'Agence nationale pour la société de l'information (ANSI) a décidé de promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'atteinte des ODD.

Le Plan stratégique Niger 2.0, que l'ANSI est chargé de mettre en œuvre, comporte quatre pivots principaux, à savoir :

- i) la numérisation de l'administration (e-gouvernement) pour rendre ses services plus efficaces et utiles à la population ;
- ii) l'instauration de « villages intelligents » pour désenclaver les espaces ruraux tout en rendant plus facile l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, agriculture) grâce au numérique;
- iii) la promotion du numérique ;
- et iv) la création de la cité de l'innovation et de la technologie qui permettra de créer une synergie entre les acteurs du développement , les pouvoirs publics, les incubateurs et le monde de la recherche afin de trouver des solutions innovantes aux problèmes du Niger. L'ambition pour le Niger est de progressivement devenir un centre de référence en la matière et pas seulement une mode réception.

Il s'inscrit dans l'atteinte des objectifs de couverture et de pénétration du Programme de Renaissance Acte 2 du Président de la République du Niger mais aussi dans le cadre de la politique nationale du genre qui a été mise en jour en 2017. Il ambitionne notamment d'accélérer la transformation du monde rural par le développement des infrastructures et des services de télécommunications accessibles à tous sur l'ensemble du territoire national et le développement de contenus numériques adaptés à l'administration, entreprises et population du Niger. À cet effet, deux villages ont été identifiés, à savoir Péta Djounga (Sadoré) et Borgo Darey afin de conduire l'expérimentation avant son extension à l'ensemble du pays. Le saut technologique est l'une des priorités du gouvernement du Niger.

Ainsi, cette action vise d'une part à accroître les capacités techniques et matérielles de l'ANSI et de l'école CodeLoccol située à Sadoré, à 30 km au sud de Niamey et d'autre part à améliorer les compétences techniques des apprenants pour que celles-ci répondent au besoin du secteur privé.

1.4 Analyse des parties prenantes

L'Agence nationale pour la société de l'information

Le décret N° 2017-621/PRN du 20 juillet 2017 établit l'ANSI comme établissement public à caractère administratif avec pour mission la mise en œuvre opérationnelle des stratégies, des programmes et des projets de promotion et de développement des technologies de l'information et de la communication (TIC), conformément aux orientations définies par le gouvernement, en relation avec le ministère en charge du secteur et les autres structures concernées.

À ce titre, elle est chargée entre autre de mettre en œuvre la stratégie nationale d'accès universel aux services des TIC et la stratégie nationale de gouvernance électronique, de contribuer à la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire propice au développement des TIC. Elle est également chargée de l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies sectorielles des TIC et la prise en compte de l'apport des TIC dans toutes les stratégies sectorielles de développement, de contribuer à la conception et la mise en œuvre de la coopération technique en matière des TIC avec les partenaires de l'État et à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan de développement du numérique et du Plan d'aménagement numérique du territoire.

En ce qui concerne CodeLoccol, l'ANSI contribue également à la mobilisation des ressources nécessaires à l'école pour son développement afin que les développeurs formés puissent appuyer ses efforts dans les autres projets structurants. L'ANSI apporte l'ancrage institutionnel à ce projet au Niger. Pour ce qui est des infrastructures de l'école, c'est à l'ANSI de mettre à disposition les locaux qui abriteront CodeLoccol pendant toute la durée de l'existence du centre de formation et d'assurer une jouissance paisible des lieux.

Actuellement, l'ANSI joue un rôle clé de coordination dans la riposte du Niger contre le coronavirus.

Centre d'incubateur des PME au Niger (CIPMEN)

Partenaire de CodeLoccol, le CIPMEN est le premier incubateur du Niger. Ses services favorisent le développement des activités des entreprises dans le domaine des nouvelles technologies, des énergies renouvelables, de l'environnement et de l'agrobusiness. Le CIPMEN est membres des réseaux Afric'Innov et SahelInnov. En ce qui concerne son rôle dans le partenariat CodeLoccol, le CIPMEN gère les projets liés à l'évolution du centre de formation CodeLoccol, est en charge de la gestion administrative et financière du centre de formation CodeLoccol et formalisera le centre en une structure autonome.

CodeLoccol

À ce stade, de son développement, l'école de codage CodeLoccol est un partenariat entre l'ANSI, le Centre d'incubateur des PME au Niger (CIPMEN) et la African Development University (ADU) et vise d'ici 2024 former 400 femmes et 600 hommes programmeurs. Tel que mentionné dans la convention de partenariat « l'ANSI apporte l'ancrage institutionnel à ce projet au Niger ». Jusqu'à la finalisation de son développement institutionnel, La mise à disposition des locaux et des infrastructures dépendent de l'ANSI, alors que le CIPMEN gère les projets liés à l'évolution du centre de formation CodeLoccol, est en charge de la gestion administrative et financière du centre de formation CodeLoccol et formalisera le centre en une structure autonome.

Elle est inspirée par le concept des écoles 42 en France et Andela originaire du Nigeria (i.a. enseignement vocationnel selon le mode projet) et accessible aux jeunes, aussi aux déscolarisés, sans nécessairement avoir besoin de diplômes. La première cohorte 2019 consiste d'une quarantaine d'élèves qui vont bénéficier d'une formation de 12 mois. Les matières enseignées incluent langages de programmation, objet connectes, intelligence artificielle, blockchain et la réalité virtuelle.

Pour l'instant, CodeLoccol vise un groupe restreint d'élèves qui bénéficiera d'un apprentissage spécialisé mais dans le futur l'école a la vocation de s'agrandir pour couvrir le territoire du Niger.

Néanmoins, comme souligné dans l'ODD 9, l'apprentissage des bases des TICs est indispensable et doit être intégré au curriculum national. Malheureusement, faute de moyens, l'accès au matériel et l'expertise (même basique) informatique dans les écoles du Niger reste rare. Plusieurs pays de la sous-région ont eu des succès avec des projets d'introduction aux TICs avec du matériel à faible coût, faible consommation et faible maintenance comme par exemple les plateformes basées sur les technologies nano-ordinateurs Raspberry Pi ou Arduino.

Jeunes étudiantes et étudiants CodeLoccol

Le Plan stratégique Niger 2.0 considère le grand nombre de jeunes comme un atout pour son épanouissement numérique. Les principaux groupes cibles finaux sont les élèves, filles et garçons de CodeLoccol. Pour accéder au cursus, ils seront identifiés selon leur motivation et leur autonomie, sans distinction de formation initiale. « [...] CodeLoccol s'adresse à tous les geeks sans distinction de genre, d'origine sociale ni de formation initiale. Seuls critères d'accès : réussir les tests de sélection, être très motivé(e) et avoir une très forte capacité de travail ! »¹⁵ L'action fournira un effort particulier pour accroître la proportion d'étudiantes codeuses et de personnes en situation de vulnérabilité (financière, handicap etc...), entre autre via l'octroi de bourses.

African Development University (ADU)

Partenaire de CodeLoccol, l'ADU. est une université innovante à but non lucratif au Niger. Fondée en octobre 2017, l'ADU. offre actuellement des programmes de premier cycle, un programme de *Master in Business Administration* (MBA) et des cours pour cadres. Au cours de la prochaine décennie, ADU. aspire à devenir la plaque tournante de l'innovation et de l'excellence dans l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest. Son objectif ultime est de faire progresser le développement des pays de la région et d'élever le niveau de vie dans la région. ADU. a été créé pour répondre à deux des problèmes les plus urgents auxquels la région est confrontée: 1) la pénurie d'établissements d'enseignement supérieur de qualité et 2) la cohorte croissante de jeunes adultes non-préparés à la participation et au leadership dans la main-d'œuvre du 21^e siècle.

Le secteur privé

Le secteur privé du Niger reste assez limité mais est en train de prendre de l'essor et figure en tête des priorités du gouvernement et un grand nombre de partenaires pour le développement du pays. Il sera important de l'impliquer dans l'identification des besoins en termes de profils et de compétences sur le marché du travail pour adapter les formations, les impliquer dans l'offre d'opportunités, voire soutenir financièrement la formation des profils dont ils ont besoin. On imagine en premier lieu les fournisseurs de services informatiques comme principaux recruteurs du secteur privé des jeunes codeurs et codeuses qualifiés mais avec l'emprise croissante du numérique sur de nombreuses facettes de la vie nigérienne, les opportunités vont se multiplier.

Ministère chargé du secteur privé

Le ministère du commerce et de la promotion du secteur privé à récemment créé une Division du commerce électronique qui sera incessamment érigée en Direction du commerce électronique et des services. Dans cette mission, le ministère continuera à mettre l'accent sur l'importance pour le consommateur de pouvoir accéder à des biens et services numériques de confiance. Le ministère est le chef de file dans le cadre des négociations de la Zone de libre-échange continentale Africaine (ZLECAf).

Ministère de l'entrepreneuriat des jeunes

¹⁵ <https://www.facebook.com/codeloccol/posts/2599369603440586/>.

Un projet de décret portant adoption de la Stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes au Niger (SNPEJ) a été examiné et adopté au Conseil des ministres le 20 septembre 2019. Cette adoption faisait partie des cibles de l'appui budgétaire de l'UE, et plus précisément de la tranche variable 2019 du Contrat relatif à la résilience et construction de l'État (SRBC). L'objectif assigné à la stratégie est de contribuer à la croissance économique inclusive par la création des petites et moyennes entreprises / petites et moyennes industries de jeunes, innovantes et compétitives. Ceci contribuera à absorber une partie des 265 000 jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail nigérien et fait partie des objectifs de croissance inclusive du pays.

D'autres ministères et structures seront associés à ce travail mais de manière moins étroite. Il s'agit notamment :

- du ministère en charge de la promotion de la femme (en charge du cadre relatif à la promotion et la protection de la femme, mais pas à sa mise en œuvre qui dépend des ministères sectoriels),
- des ministères en charge de l'éducation (qui commencent la mise en œuvre de la Politique nationale en science, technologie et innovation du Niger - POSTINI),
- de la Commission nationale des droits de l'Homme du Niger (pour son rôle de suivi et de respect de la situation des droits humains au Niger en lien avec les technologies numériques comme par exemple le respect de la vie privée, lutte contre les violences numériques, etc.),
- des mécanismes institutionnels pour l'égalité entre les sexes comme le Centre national pour la promotion de l'égalité des sexes et les points focaux sur l'égalité des sexes dans tous les ministères et le un réseau de parlementaires pour l'égalité entre les sexes,
- des organisation de la société civile et association (femmes, jeunes et personnes en situation de handicap) travaillant sur la promotion de la technologique numérique pour renforcer les droits des personnes qu'elles représentent (voir par exemple, le projet nigérien d'excellence pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin par la création de plateforme web et mobile)¹⁶, etc.

1.5 Analyse des problèmes/domaines d'appui prioritaires

Selon le PDES 2017-2021, « Pour la plupart des infrastructures économiques, bien que des améliorations aient été enregistrées, des gaps importants restent à combler. [...] S'agissant des technologies de l'information et de la communication (TIC), la situation s'est considérablement améliorée. En effet, les mesures et investissements de l'État ont permis la hausse du taux de pénétration de 23,8 % de 2011 à 2015, l'accroissement du nombre de ménages possédant au moins un téléphone fixe ou mobile de 58,6 % entre 2011 et 2014, l'augmentation du taux de pénétration de 2,5 % en 2012 à 15,11 % en 2015. Les problèmes persistants concernent (i) la faible qualité de la communication téléphonique et internet, (ii) la faible pénétration de l'internet (le taux de pénétration des services internet – mobile et fixe – est de 19,06 % en 2016¹⁷), (ii) le coût élevé de la communication. » En outre, à ce stade de développement de sa digitalisation, malgré la motivation d'une partie croissante de la diaspora nigérienne à contribuer au développement du pays, le Niger a encore du mal à attirer ses ressortissants formés et basés dans les entreprises, technopoles et centres d'excellences académique à l'étranger.

En raison de son enclavement, son territoire spacieux, son grand nombre de jeunes et l'urgence de créer des emplois décents, le Niger est un candidat de prédilection pour un appui à la transformation numérique. Ce point de vue est soutenu par l'engouement croissant des

¹⁶ <https://ne.ambafrance.org/Appui-a-la-societe-civile-nigerienne-Entrepreneuriat-feminin-l-association>.

¹⁷ Autorité de régulation des postes et télécoms.

partenaires techniques et financiers pour ce domaine, d'où l'importance stratégique pour l'UE de se positionner fermement parmi les acteurs principaux qui soutiendront la transformation numérique du Niger.

Concernant le Covid-19, même avant l'enregistrement d'un premier cas, à partir du 17 mars, le Niger avait imposé des mesures préventives, y compris la fermeture des frontières et des écoles suivies par des restrictions de mouvements dans le pays et celles-ci ont eu un impact massif sur l'économie. On peut espérer qu'on entre graduellement dans une période post-Covid-19.

Mais selon le FMI, la sortie de la pandémie dépendra de l'intégration des stratégies numériques dans le programme de développement plus large de chaque pays. Alors que les pays évoluent dans cette direction, quatre grands piliers peuvent aider à orienter les politiques pro-numériques:

- Investir dans l'infrastructure - à la fois une infrastructure traditionnelle adaptée au numérique (y compris l'électricité fiable) et une infrastructure informatique prête pour le numérique;
- Investir dans les cadres politiques en favorisant un environnement commercial et réglementaire favorable au numérique et en défendant l'utilisation des politiques numériques;
- Investir dans les compétences en améliorant l'enseignement de base comme base de la formation continue parallèlement à des investissements ciblés dans les compétences numériques; etc;
- Investir dans des cadres de gestion des risques pour faire face aux menaces de cyber-sécurité.

Investir dans une Afrique numérique aujourd'hui ouvre la voie à des économies plus résilientes demain.¹⁸ Le moment est donc propice pour 'investir dans le numérique du Niger.

Cette action comporte des actions pilotes au Niger (mise en place d'une Fab-lab, d'une caravane numérique ou d'initiation au numérique dans des écoles défavorisées) et va permettre à l'UE de s'insérer dans le domaine numérique au Niger tout en fournissant un soutien à la mise en œuvre de la stratégie numérique du pays. L'expérience, les leçons apprises et les liens créés serviront à alimenter la réflexion pour la programmation post-2020.

De même, la question de l'équité d'accès aux technologies numériques sera un enjeu majeur de cette action. Une participation diversifiée à la gestion des processus en lien avec cette action permettra également de garantir une pluralité des voix, des intérêts et des besoins, contribuant ainsi à la durabilité de l'action.

2. RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Durabilité de l'action	E	Développement d'un modèle économique durable ; partenariats avec incubateurs et secteur privé ; Engagement du gouvernement à pérenniser les

¹⁸ IMF COUNTRY FOCUS: Digitalizing Sub-Saharan Africa: Hopes and Hurdles, 15/06/2020; <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/06/15/na061520-digitalizing-sub-saharan-africa-hopes-and-hurdles>

		acquis de la stratégie 2.0
Capacité organisationnelle des acteurs principaux, notamment l'ANSI	M	Assistance technique (AT) organisationnelle auprès de l'ANSI et sa direction générale ; intégration avec d'autres projets, ministères
Duplication des efforts des Partenaires technico-financiers (PTF)	M	Coordination entre partenaires ; établissement d'un cadre de concertation digital
Fuite des cerveaux formés vers d'autres pays (y compris de la sous-région)	E	Envisager des partenariats avec les incubateurs et secteur privé ; promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et accès aux financements ; placements dans des projets de l'administration
Elite capture, clientélisme accroissement du clivage numérique et/ou genre	M	Bourses sur mérite destinés aux populations en situation de vulnérabilité (avec cours préparatoires) ainsi qu'aménagements adéquats ; politiques d'accès qui promeuvent la diversité et leur suivi de ces politiques;
Sécurité du site CodeLoccol à Sadoré	M	Mesures de protection du périmètre du site ; gardiennage
Abus de la technologie / bande passante à des fins non prévus (inclus de propagande djihadiste, par exemple)	M	Promotion d'une cyber-citoyenneté responsable ; surveillance sécurité dans un cadre légal bien défini
Manque de débouchés pour employer les sortants formés	M	Participation du secteur privé ; analyse des besoins ; ajustements curriculaires. Participation de la société civile et renforcement de leurs capacités en matière de gouvernance et transparence numérique
Détournement des activités des programmeurs à des fins nuisibles aux droits humains des nigériens ou des intérêts de l'UE et de ses citoyens (cybercriminalité, propagande, manipulation électorales, ...)	F	Encouragements vers une adhérence aux protocoles et conventions internationales et leurs mis en œuvre (dialogue politique et des politiques, voir lien appuis budgétaires) ; curriculum couvrant les aspects cybercriminalité de la législation nationale.

Hypothèses

L'action est accompagnée par une dynamisation du secteur privé nigérien, surtout au niveau de l'entrepreneuriat et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), demandeurs de ressources humaines formées dans les technologies numériques.

La continuation voire l'accroissement de l'engouement parmi les jeunes pour les domaines numériques et un esprit d'entrepreneuriat.

Implication continue et soutenue de l'ANSI et des autres parties prenantes.

Maintien de la situation sécuritaire dans la région où le site est situé.

3. ENSEIGNEMENTS TIRES ET COMPLEMENTARITE

3.1 Enseignements tirés

Dans le domaine de l'enseignement et de la formation, les dernières études mettent en évidence une insuffisance de supervision et de contrôle qualité des structures publiques comme privées relatives aux standards d'enseignement, mais également une insuffisance de coordination des interventions et des enseignements avec les besoins du secteur privé. Ces domaines sont en train de se renforcer progressivement à travers la mise en œuvre du plan de transition du secteur de l'éducation 2020-2022, et notamment la mise en place de l'agence nationale d'assurance qualité du supérieur (ANAQ-SUP) depuis 2019 et l'opérationnalisation de la stratégie d'expansion de l'enseignement et la formation technique et professionnel. De même, des mesures sont actuellement en œuvre pour renforcer la qualité et promptitude des statistiques du secteur éducation et formation.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Niger

Plusieurs PTF sont engagés ou en train de s'engager à mener des activités dans le domaine du numérique. Au niveau des coopérations des États-membres de l'UE, l'Agence française de développement (AFD), la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) ont instruits des projets numériques au Niger.

L'AFD mène une AT au niveau de l'ANSI et prévoit de se lancer dans le numérique au Niger à grande échelle à partir de 2021, ayant été occupés à la prospection depuis 2016, notamment en ce qui concerne le projet CodeLoccol qu'ils suivent depuis sa conception. Mais leurs ambitions sont plus vastes que cela et l'AFD prend une approche entrepreneuriat numérique qui comportera des parties infrastructure et "sof >> ", e-gouvernance, passage au marché du travail, dimension genre, appui aux startups, promotion du numérique à tout le territoire etc. Leur appui technique aura pour fonction d'appuyer l'ANSI dans sa mission de transformation numérique de l'État, et en particulier dans la production de nouveaux services gouvernementaux en ligne à destination des populations nigériennes en lien avec l'axe de 1 de la Stratégie 2.0. Elle contribuera également à la réflexion stratégique de l'ANSI sur des enjeux numériques transversaux. Le projet se consistera de trois composantes : renforcement des capacités de l'ANSI, transformation numérique de l'administration et expérimentations.

La GIZ, dans le cadre du ProDEC (décentralisation) est en train d'échanger avec l'ANSI afin d'appuyer l'agence dans ces ambitions d'« Agadez 2.0 » qui verra bientôt l'établissement de services de type e-gouvernement au niveau des services fournis via l'administration aux citoyens de la région d'Agadez. D'autres programmes de la GIZ y sont associés, notamment PromAP (agriculture) et ProEMPLOI (appui à emploi des jeunes/ insertion professionnelle). De plus, le PromAP, le ProEMPLOI et le ProDEC ont tout récemment reçu l'accord pour des fonds dédiés à la mise en œuvre du projet Africa Cloud au Niger, plateforme africaine pour le e-learning (atingi.org). Ces programmes s'inscrivent dans l'initiative Afrique digitale du Ministère fédéral allemand de la coopération économique (BMZ).

Parmi les autres PTF on peut noter le projet d'environ 120 000 000 de la Banque mondiale qui s'inscrit également dans le cadre de la Stratégie Niger 2.0 et plus précisément l'initiative des villages intelligents. Cette initiative « Porte d'entrée du développement rural » vise à désenclaver numériquement les milliers de villages administratifs en y apportant au minimum le « package » de services suivants:

-Énergie « électrification rurale » ; eau potable et assainissement ; santé: consultations à distance, e-Santé, dossier médical électronique, imagerie médicale remontée de données et déploiement de télémédecine ;

- Éducation: enseignement à distance, Massive Open Online Course (MOOC), renforcement de capacité, formation professionnelle et technique, espace numérique de travail, etc. ;

- Sécurité alimentaire et environnement: e-Agriculture, e-Extension, plateforme de support aux paysans, information prix marché, support marché aux bétails, maison des paysans, monitoring des animaux, télé-irrigation ;

- e-Administration: états civils, et autres services administratifs ;

- e-Commerce/e-paiement: vulgarisation de paiements électroniques, de commerce électronique, portefeuille électronique, etc.;

- Sécurité ; Télévision et radio communautaire.

La Banque mondiale, dans le cadre du programme « Learning Improvement for Results in Education » LIRE (140 000 000 USD), qui vient d'être approuvé et démarrera en 2020, prévoit la numérisation de divers matériels pédagogiques au niveau primaire, y compris un séquençage clair et une simplification du programme scolaire, des exercices standardisés ou des évaluations en classe dans les deux à trois langues nationales les plus parlées et en français. Ceci inclura des enregistrements vidéo des meilleures pratiques pédagogiques et des guides de l'animateur seront également élaborés en conjonction avec un programme de coaching. Cette numérisation du matériel d'enseignement et d'apprentissage permet également une adaptabilité plus rapide et une modification de la manière de donner des cours, par exemple par radio, en cas de détérioration de la situation en matière de sécurité.

Parmi les structures d'accompagnement d'entrepreneurs on peut citer le Centre incubateur des petites et moyennes entreprises (CIPMEN), le Centre incubateur de l'Université Abdou Moumouni (CIUAM), DLC Co-working, Oasis, AgriProfocus, 2M Invest, la Maison de l'entreprise, le PRODEC, etc. Ces structures offrent des accompagnements aussi bien techniques que financiers avec des ressources humaines qualifiées. Certaines d'entre elles offrent également des espaces de travail et des services.

Une des composantes du présent programme est de renforcer la coordination et la synergie de ces appuis qui se multiplient de manière à assurer une plus grande efficacité du développement du numérique et une vraie valeur ajoutée aux autres secteurs à travers ce développement. CodeLoccol n'est à ce stade pas reconnue comme établissement formel ou non-formel du supérieur ou de l'enseignement technique, néanmoins son action d'apprentissage spécifique sera prise en compte.

Global

L'UE cofinance le projet Dorsale transsaharienne à fibre optique mis en œuvre par la Banque africaine de développement (BAD). Ce projet vise à réaliser l'interconnexion entre le Niger, l'Algérie, le Nigéria et le Tchad à travers un linéaire à fibre optique de 1.510 km.

Le groupe de travail Union européenne-Union africaine sur l'économie numérique (DETF UE-UA « Digital Economy Task Force ») fournit une plate-forme de partenariat pour le secteur privé, les donateurs, les organisations internationales, les institutions financières et la société civile sur la base d'une compréhension commune de la transformation numérique en Afrique qui évolue déjà rapidement dans le but de parvenir à une intégration transfrontalière et apporter des avantages à tous les citoyens. Pendant 6 mois, le DETF UE-UA a développé une vision partagée, un ensemble de principes communs convenus et une liste de recommandations politiques et d'actions. La DETF propose l'établissement d'un fonds d'infrastructure d'un montant d'un

milliards EUR garantie à 20 % par la Commission européenne en collaboration avec la BAD. Ce fonds permettra à l'UE de promouvoir des investissements dans le haut débit, l'infrastructure numérique publique et des centres de données. Un accent sera mis sur les investissements internationaux, nationaux et du dernier kilomètre en Afrique de l'Ouest assurant une connectivité directe vers l'UE via l'Algérie et le Maroc.

La multiplicité d'actions visant directement des thématiques numériques appelle à une coordination accrue des partenaires pour maximiser les synergies, identifier les complémentarités et minimiser les doublons. À présent, il n'existe pas de cadre de concertation des PTF traitant de la numérisation au Niger.

Il est à noter aussi qu'en Février 2020, le Président du Niger, grand promoteur de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), a proposé dans son Rapport sur la ZLECAf à la 33^e session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine d'inclure une troisième phase de négociations axées sur la conclusion d'un protocole de la ZLECAF sur le commerce électronique ou commerce en ligne. Ceci comporterait l'examen critique des instruments juridiques bilatéraux sur le commerce électronique qui leur sont proposés par leurs partenaires. Il propose également que les pays africains œuvrent à la promotion et à l'émergence de plateformes de commerce électronique spécifiquement africaines.

L'initiative de politique et de régulation pour l'Afrique digitale (PRIDA) sous le programme Panafricain vise à contribuer à promouvoir un haut débit universellement accessible et abordable sur l'ensemble du continent en facilitant l'utilisation efficace et harmonisée du spectre et en harmonisant les cadres politiques, juridiques et réglementaires mesurables en matière de TIC/télécommunications.

Au Niger, l'UE appui le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle à travers un appui budgétaire (CRS éducation) et est sur le point de lancer une étude qui ambitionne de contribuer à la fourniture d'une offre de formation innovante, efficace et accessible équitablement à tous et qui répond aux besoins socio-économiques dans les 8 régions du Niger, dans le cadre de l'appui job and growth.

Afin d'assurer la complémentarité, la synergie et la coordination, la Commission peut signer ou conclure des communiqués et déclarations conjointes de donateurs et peut participer aux organes de coordination des donateurs, dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union.

4. DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectif général, objectifs spécifiques, produits attendus et activités indicatives

L'objectif général du projet est de promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication en soutien au développement économique.

Les objectifs spécifiques (OS) visés sont :

OS 1) Appuyer la mise en oeuvre de la stratégie Niger 2.0 (notamment axe iii – création d'une cité de l'innovation et de la technologie et axe iv – promotion du numérique) ;

OS 2) Le développement d'un enseignement du numérique de qualité, équitable et utile pour l'expansion des activités économiques.

Concernant l'OS1, les 3 produits attendus assignés à l'action sont les suivants :

Produit 1.1 Le cadre organisationnel et opérationnel de l'ANSI et de l'école CodeLoccol est renforcé.

Il s'agira ici d'appuyer le rôle de coordination, de moteur et de suivi-évaluation de l'ANSI dans un contexte de mobilisation croissante de financement externes et d'application des TICs dans des secteurs multiples et variés, relevant du secteur privé ou de l'administration publique.

Produit 1.2 : La promotion et le développement du numérique sont effectifs.

Plusieurs activités en ce sens sont envisagées, notamment :

- le développement d'applications numériques dans toutes les régions du Niger. La compétition e-TAKARA par exemple, organisée par l'Agence nationale pour la société de l'information (ANSI) en partenariat avec la Maison de l'entreprise et le Centre Incubateur des PME au Niger (CIPMEN), vise à « Détecter et promouvoir les talents nigériens » dans le cadre de la stratégie Niger 2.0. Cette compétition couvre toutes les régions du Niger et prime chaque année dans des catégories allant de la meilleure innovation à l'entrepreneuriat féminin ou encore la catégorie diaspora. Le grand vainqueur de l'édition 2019 qui a remporté le prix du Président de la République Issoufou Mahamadou d'une valeur de 20 000 000 XAF a été primé pour son application Konzo, un indicateur d'alerte qui permet aux populations qui se trouvent en zones de conflits de lancer des messages d'alerte. Le lauréat ainsi que d'autres bénéficiaires bénéficient d'un accompagnement en incubation mais aussi de l'apport d'experts pour développer et améliorer leurs projets. L'édition 2019 a aussi connu le lancement de e-Takara Junior (www.etakara-junior.ne), réservée aux jeunes de 16 ans et moins. Cette première édition a été remportée par une jeune de 9 ans avec un projet sur l'électrification en zones rurales. Un prix de 3 500 000 XAF lui a été décerné. Au total quatre prix ont été décernés. Actuellement, la compétition est sponsorisée entre autre par la Banque mondiale, UNICEF et Airtel (entreprise privée de téléphonie mobile). La participation de l'UE contribuera à développer d'avantage d'applications innovantes pour s'attaquer à des problématiques locales, bénéficiera à d'avantage de jeunes et donnera de la visibilité à l'UE et ses ambitions numériques au Niger.
- un projet pilote d'initiation aux TIC pour étendre la culture numérique dans le milieu scolaire via des technologies adaptés financièrement et du point de vu d'utilité [voir lien avec unité d'assemblage ordinateurs ANSI / atelier drones]. Ceci passerait par le financement pilote d'un nombre restreint de laboratoires d'initiation aux TICs basés sur des nano-ordinateurs dans des écoles en milieux défavorisés, notamment ruraux. Ceux-ci seront au besoin couplés de sources d'énergie solaire étant donné le faible taux de pénétration et qualité du réseau électrique au Niger. L'initiation visera autant les professeurs que les élèves et sera encadré par une assistance technique ponctuelle pour le démarrage et suivi périodique. À terme, on pourra envisager l'implication des lauréats CodeLoccol à titre bénévole
- le déploiement d'une caravane numérique auprès des populations (surtout rurales). Il s'agirait d'un autobus (par exemple mis à disposition par une des sociétés de transport sponsor ou loué) aux couleurs de l'ANSI et de l'UE équipé de matériel informatique qui sillonne les quartiers de Niamey et les villages pour initier les jeunes et adultes aux technologies numériques. L'activité consisterait en un road show à l'instar de celui déployé par l'Agence nationale du service universel des télécommunications (ANSUT) en Côte d'Ivoire, laquelle a piloté le « ANSUT TOUR, TIC pour tous », faisant escale dans les villages du pays. Cette activité pourrait être mise en place en collaboration avec les différents participants et lauréats du concours national e-Takara ainsi que les étudiant(e)s /

promotionnaires CodeLoccol. Il sera veillé à garantir l'accessibilité des personnes ayant un handicap (i.e. les personnes à mobilité réduite) et promouvoir l'accès des filles des zones rurales au numérique. Cela supposera un travail préalable de sensibilisation et de formation avec les éducateur/trices pour veiller à intégrer/attirer les filles, les jeunes ayant un handicap vers les activités du bus (ces groupes pourraient avoir tendance à s'auto-exclure des activités) et également une adaptation du bus (rampe d'accès).

Produit 1.3 : Le développement des nouvelles technologies en particulier à travers :

- la fourniture de matériel TIC pour la riposte COVID-19. La numérisation et les technologies basées sur les données prouvent actuellement leur importance pour améliorer la résilience face au COVID-19 en Afrique. L'urgence de la pandémie COVID-19 a stimulé la recherche de solutions innovantes pour atténuer l'impact social et économique de la pandémie.
- L'opérationnalisation d'un fab-lab¹⁹ / makerspace – doté par exemple de technologies de conception assistée par ordinateur tel que imprimantes 3D, machines de découpe laser, machine-outil à commande numérique (CNC) et une salle polyvalente. Ceci permettra au public un accès unique en son genre au Niger à une panoplie de machines numériques comme les imprimantes 3D, les graveurs et découpeuses au laser, les machines CNC, pour expérimentation, prototypage et production. Dans ce contexte, pour promouvoir une synergie entre la présente action et le volet Niger du Projet régional sur la compétitivité en Afrique de l'Ouest (PCAO)²⁰ qui se focalise sur les chaînes de valeurs cuirs et peaux (et TIC au niveau régional), il est aussi envisagé de mettre à disposition un équipement pour permettre à des artisans le découpage et la gravure par laser de matériaux en cuir. Cet atelier pourrait s'inscrire dans le projet expérimental « Centre Communautaire 2.0 » en collaboration avec la mairie de Niamey qui mettrait à disposition un lieu en ville. Ce financement va promouvoir l'innovation en matière de robotique et production assistée par ordinateur et donnera des opportunités aux bénéficiaires d'expérimenter avec des technologies modernes. Le paiement d'une petite somme par l'utilisateur permettra d'alimenter un fonds d'entretien et contribuera ainsi à la durabilité de cette activité.

Concernant l'OS2, les 3 produits attendus assignés à l'action sont les suivants :

Produit 2.1 Le cadre institutionnel de l'école CodeLoccol est finalisé.

Produit 2.2 La qualité de l'enseignement et la durabilité de CodeLoccol est assurée grâce au développement d'un modèle économique relatifs à l'enseignement du codage.

Le curriculum actuel est basé sur une plateforme hybride qui combine les approches d'apprentissage traditionnelles (école), en ligne, bootcamp et modelé libéral en plus du gain d'expérience sur le marché nigérien et international. L'approche consiste en l'apprentissage par pairs et met l'accent sur la pratique de la programmation. Des encadrant(e)s et intervenant(e)s de hauts niveaux assistent les étudiants dans leur apprentissage. L'intervention d'expertes femmes sera encouragée proactivement, afin de rendre visible le rôle des femmes dans le secteur de lutter contre les stéréotypes de genre. Le curriculum actuel est mis en place par un nigérien formé à la Silicon Valley et validé par les partenaires du projet. À présent, les mentors et coaches

¹⁹ Fab-lab (contraction de l'anglais fabrication laboratory, « laboratoire de fabrication ») est un lieu ouvert au public où il est mis à sa disposition toutes sortes d'équipements, notamment des machines-outils pilotées par ordinateur, pour la conception et la réalisation d'objets.

²⁰ Projet d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest – Volet NIGER adopté en 2017 par la Décision de la Commission C(2017)7659.

incluent un expert en ingénierie logiciels et mathématique appliquée basé au Royaume-Uni, un expert en développement logiciel chez Oracle et une chef de projet chez Capgemini, tous deux basés au Canada. Le projet pourra également s'approcher d'entreprises technologiques basées dans l'UE. Un soutien au développement curriculaire et du modèle économique basé sur une étude approfondie du contexte et les bonnes pratiques internationales permettra d'optimiser les modules d'apprentissage en fonction des besoins et de la demande du marché nigérien ainsi que de contribuer à la pérennisation du projet CodeLoccol.

De même, des appuis en ressources humaines (interventions ponctuelles par des expert(e)s reconnu(e)s en matières numériques, financement de formateurs/formatrices) ou d'équipements high tech (mise en place d'une liaison internet backup satellite à basculement automatique, l'achat et l'installation de matériel TIC) permettront d'assurer le devenir de CodeLoccol en un centre d'excellence. Il est prévu d'organiser des classes de maîtres sur des thématiques, y compris de pointe permettre aux étudiants l'accès à ce savoir. Ces cours peuvent prendre la forme de sessions intenses dédiés à la perfection dans une ou plusieurs thématiques style «visiting professor » ou de cours via téléconférence. L'installation d'un serveur performant et router grande capacité aura de répercussions positives sur toute l'installation informatique du site. Cela permettra également d'apprendre aux étudiants la configuration de réseau sur de l'équipement qui ne sera pas obsolète une fois qu'ils arrivent sur le marché du travail et de tester les applications dans des conditions idoines. L'accès à un serveur performant facilitera également la fourniture de services en ligne développé par les étudiants, permettant par exemple à des étudiants d'autres sites au Niger ou ailleurs (l'université Abdou Moumouni, par exemple) d'accéder aux applications, voir même co-développer des applications en temps réel.

Un tel apprentissage alternatif de qualité passe aussi par des opportunités d'immersion temporaires qui seront recherchées et mises en place dans le travail en entreprise / administration pour permettre à des étudiants CodeLoccol et éventuellement leurs startups de travailler sur des missions à durée déterminée. Il est en effet primordial pendant leur apprentissage d'exposer les jeunes étudiants CodeLoccol à des problèmes réels nigériens. Que ce soit en entreprise ou dans une administration du service public, ceci leur permet d'appliquer et perfectionner les techniques et concepts acquis en milieu « sandbox » dans des conditions réelles. Cela leur permet également d'acquérir des notions de travail en un cadre professionnel. Pour cela il est envisagé un nombre de stages rémunérés qui pourrai aussi inclure un parrainage (mentoring) pour une durée limitée et des termes de références adaptés dans des projets comportant des éléments TIC / numérisation financés par l'UE au Niger ou tout simplement de faciliter leur futur accès au marché du travail. Une attention particulière sera accordée aux étudiants en situation de vulnérabilité (par exemple à travers un coaching spécifique).

Enfin, une chaire UE (par ex. sur l'agriculture numérique²¹) pourra être créée pour assurer l'ouverture à l'international. Cette activité permettra de mettre à contribution des experts basés en dehors du pays au profit des programmeurs au Niger, leur permettant l'accès aux connaissances et « state of the art » de la programmation à échelle internationale. La visibilité UE dans le domaine serait promue. Une chaire dédiée à l'agriculture numérique privilégiera un transfert de connaissance et échange sur les bonnes pratiques en la matière. On pourrait demander aux étudiants qui suivent ce module de s'engager à travailler un certain temps pour les structures appropriées de l'état (y compris l'ANSI) et aux structures étatiques concernées de promouvoir l'accueil de ces étudiants par le biais de stages, programmes d'apprentissages, bourses.

²¹ Ou liée à une chaîne de valeur ou flagship initiative considérée dans la prochaine programmation.

Produit 2.3 : Un accès équitable sur base du genre, des origines géographiques et des situations de vulnérabilité (handicap, défavorisées) est promu.

L'approche basée sur le droit exige l'accès équitable aux opportunités de formation. Le financement de logement, nourriture et transport, ainsi que de dispositifs de soutiens financiers aux étudiants, octroyés de manière transparente et sur la base de critères objectifs²² constituent les outils envisagés pour permettre d'assurer cet accès équitable. Il sera veillé à garantir l'accessibilité des personnes ayant un handicap (i.e. les personnes à mobilité réduite) et promouvoir l'accès des filles des zones rurales au numérique.

Des bourses seront également octroyées. Que ce soit l'accès sur base de genre ou d'origine géographique ou encore l'accès aux étudiants vulnérables venant du milieu rural, de familles défavorisées, les jeunes avec handicap et, bien sûr, les jeunes filles, le financement de bourses va permettre l'établissement d'une cohorte plus diversifiée. Le respect de l'approche basée sur le droit nécessite aussi une réflexion sur la mise à disposition de services connexes à la formation comme par exemple le transport et le logement sécurisés pour les étudiants originaires de loin et la nourriture pour ceux venant de familles défavorisées. Une attention particulière devra être dédiée à la méthode de sélection des étudiants venant du milieu rural en termes de critères objectifs et de transparence du processus pour limiter les risques liés au clientélisme la discrimination des filles. Un suivi rigoureux sera nécessaire dans la définition et le respect des règles dans l'attribution des bourses pour assurer la transparence et crédibilité de l'activité qui reflètera directement dans la réputation de l'UE.

À part répondre à l'exigence d'une approche par le droit, un corps d'étudiants diversifié aura tendance à produire des résultats et innovations plus diversifiés qui pourront, à leur tour, répondre aux besoins de toute la population.

4.2 Logique d'intervention

Les produits ci-dessus soutiennent la mise en œuvre de la Stratégie Niger 2.0 pour arriver à des résultats adaptés et permettront d'affiner au besoin les différentes activités pour faciliter un déploiement à grande échelle.

Pour faire face à ses multiples défis de développement, le Niger doit faire un saut technologique tout en prenant le meilleur avantage de ses ressources, notamment humaines et plus spécifiquement sa jeunesse. En effet, le Niger est le pays au monde avec la plus grande proportion de jeunes ; les moins de 25 ans représentent 66 % de la population totale. Alors que ce phénomène démographique peut être conçu comme un désavantage pour un pays fragile en voie de développement, que ce soit par exemple au niveau de la demande pour des services sociaux de base, la demande d'emploi ou même au niveau du risque de radicalisation, la Stratégie 2.0 vise à transformer cette jeunesse nombreuse en un atout, socle de la connaissance, voire avantage comparatif. Elle cherche également à tirer avantage de sa position géographique entre une Afrique francophone et anglophone.

En plus de l'initiative Villages intelligents, la Stratégie Niger 2.0 est en train de faire naître la Cité de l'innovation à Sadoré. Située dans un campus à 30 km au sud de Niamey, cette technopole – modelée sur Silicon Valley / Sophia Antipolis – sera bâtie autour des « Pôles » ou « Clusters » suivants : santé, sécurité alimentaire (AgriTech), éducation, FinTech et développement de contenus locaux, IoT et AI (Objets connectés et Intelligence Artificielle) « Accélérateur » et

²² Actuellement les frais pour la formation s'élèvent à 2 000 000 XAF (soit près de 3000 EUR) et couvrent l'année. Les élevés doivent payer 15 % de la somme pour accéder à CodeLoccol et disposent de 2 ans pour rembourser le complément.

espace de co-working - Fablab/ impression 3D/ découpage par laser, etc. Unité d'assemblage d'ordinateurs et de recyclage, smartphone, de drones, panneaux solaires, centres de formations: Coding Academy (CodeLoccol), centre de certification (PearsonVu)- centre National de Données, infrastructures publiques clés (PKI), équipe de réponse aux incidents de sécurité informatique (CSIRT), etc.

Entre autre, il est prévu une approche « hackaton » pour résoudre des problèmes de développements auxquels les différents secteurs du Niger doivent faire face. On pourrait par exemple imaginer que le Ministre de la santé s'adresse à CodeLoccol pour poser un nombre de problématiques (dans le domaine e-santé par exemple) qui seraient alors analysés et finalement résolus par les étudiants au courant de plusieurs mois.

L'école formera des développeurs qui vont contribuer à la dématérialisation des procédures gouvernementales et soutenir la mise en place du e-gouvernement. Le Niger fait actuellement beaucoup recours à de l'expertise externe (par ex. pour les réformes portant sur la gestion des finances publiques financées par l'UE) qui coûte chère et opère souvent sous des conditions de « lock-in », c'est à dire des situations où chaque changement / update aussi simple qu'il soit, doit être effectué par ces mêmes experts – venant souvent de l'extérieur.

Cette action s'inscrit pleinement dans le Plan stratégique Niger 2.0 et vise donc à développer une première base de capital humain dotée en expertise du domaine numérique. Une assistance technique longue terme associée à une assistance perleée viendra en soutien à l'ANSI pour faciliter la mise en œuvre des activités prévues par l'action.

En supposant qu'un des principaux résultats attendus de cette action est l'accroissement du taux d'employabilité des jeunes vis-à-vis du secteur privé, le partenariat crucial avec le secteur privé et la capacité de répondre à ses besoins fera l'objet d'une attention particulière pour optimiser l'insertion des jeunes formants et promouvoir la durabilité de l'action. Cet aspect est d'autant plus primordial eu égard à la structure démographique du pays. Comme énoncé précédemment, le Niger est le pays au monde avec la plus grande proportion de jeunes ; les moins de 25 ans représentent 66 % de la population totale.

4.3 Intégration des questions transversales

Genre

L'école de programmation CodeLoccol vise à former 400 femmes et 600 hommes d'ici 2024. L'atteinte de cette proportion nécessitera la mise en place d'une stratégie genre solide. Comme dans la plupart des pays, la programmation au Niger est souvent encore considérée comme une 'affaire d'homme'²³. Il sera d'autant plus important d'assurer que les filles qui intègrent CodeLoccol puissent apprendre dans un environnement sécurisé et accueillant et la mise en place de mesures et de protocole de lutte contre les violences basées sur le genre et contre le harcèlement sexuel. L'action veillera également à renforcer les capacités de l'ANSI en matière de genre.

La présente action met un accent particulier sur la participation des femmes. C'est ainsi qu'il est préconisé, par exemple, d'inclure des expertes et formatrices dans le corps enseignant de l'école et l'accès à un dortoir sécurisé.

En outre, la délégation a mobilisé une AT genre auprès du ministère de la promotion de la femme qui a vocation d'accompagner tous les programmes financés par la délégation dans leur dimension genre.

²³ <https://europa.eu/capacity4dev/articles/miss-geek-africa-women-and-girls-digitalisation>

4.4 Contribution à la réalisation des ODD

La présente intervention s'inscrit dans le programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Elle contribue principalement à la réalisation progressive des ODD 9 - *Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation*, l'ODD 4 - *Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie* et l'ODD8 - *Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous*.

La numérisation agit comme un accélérateur et un catalyseur pour de nombreux, peut-être tous les ODD.

L'ODD 9 fait références aux technologies de l'information et de communication notamment à travers sa cible 9c « Accroître nettement l'accès aux technologies de l'information et de la communication et faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés aient accès à Internet à un coût abordable d'ici à 2020 ». L'ODD 9 promeut l'essor résilient et durable d'infrastructures, de l'industrialisation et de l'innovation tout en appelant à favoriser un appui financier, technologique et technique des industries et en encourageant l'innovation et la recherche scientifique.

L'ODD 4 sur l'éducation comporte des cibles qui visent le numérique, par exemple dans le contexte de bourses de formation professionnelles offertes aux pays le moins avancés pour financer le suivi d'études supérieures y compris les cursus informatiques.

La numérisation agit comme un accélérateur et un catalyseur pour de nombreux, peut-être tous les ODD. On peut citer en particulier les ODD suivants qui seront aussi impactés par cette action : 5 (genre), 2 (faim), 12 (environnement) 13 (climat), 3 (santé).

5. MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, la République du Niger.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 40 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Sans objet

5.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE²⁴.

5.4.1 Subventions: (gestion directe)

a) Objet de la subvention

L'ensemble des activités contribuant à l'atteinte des deux objectifs spécifiques (OS1 et OS2), sauf l'assistance technique, seront financées à travers une subvention.

b) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à l'**Agence nationale pour la société de l'information de la République du Niger**.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'attribution de la subvention sans appel à propositions se justifie car l'Agence nationale pour la société de l'information (ANSI) se trouve dans une situation de monopole de droit (article 195, paragraphe 1 point c), du règlement financier). En effet, l'article 3 du décret N°2017-621/PRN portant création d'un établissement public à caractère administratif dénommé «Agence nationale pour la société de l'information» (ANSI) lui donne «pour mission la mise en œuvre opérationnelle des stratégies, des programmes et des projets de promotion et de développement des technologies de l'information et de la communication (TIC), conformément aux orientations définies par le gouvernement, en relation avec le ministère en charge du secteur et les autres structures concernées. »

5.4.2 Passation de marchés (gestion directe)

Le présent appel sera lancé en 2021.

Objet	Type indicatif (travaux, fournitures, services)	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Contrat	Services	T1 2021

5.5.Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable, sous réserve des dispositions suivantes.

²⁴ www.sanctionsmap.eu Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et de services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6. Budget indicatif

	Contribution de l'UE(en EUR)
Subventions (gestion directe) - voir section 5.3.1	945 000
Passation de marchés (gestion directe) - voir section 5.3.2	850 000
Évaluation (voir section 5.9), Audit (voir section 5.10)/Vérification des dépenses	150 000
Communication et visibilité (voir section 5.11)	55 000
Totaux	2 000 000

5.7. Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux organes de gouvernance susmentionnés, mis en place pour régir la mise en œuvre de l'action.

L'action consiste en une subvention en gestion directe octroyée à Agence Nationale pour la Société de l'Information, principal interlocuteur. Un contrat de service avec clause suspensive pour une assistance technique long terme et ponctuelle renforce le cadre organisationnel et opérationnel de l'ANSI et de l'école CodeLoccol et donne un appui procédural à l'exécution de la subvention. Puisque le processus de développement institutionnel de l'école n'est pas encore parachevé, une partie de la subvention sera octroyée en cascade au CIPMEN, tout en respectant la conformité avec les conditions du PRAG.

La gouvernance de l'intervention est assurée par la mise en place d'un Comité de pilotage qui sera alimenté par les conseils d'un Comité technique. Afin d'assurer la cohérence et la coordination, la constitution de ce comité de pilotage et de son comité technique sera autant que possible inséré dans le futur dispositif de coordination et de pilotage de la stratégie 2.0.

5.8. Suivi de la performance et des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis

en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9.Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours et finales de la présente action ou de ses composantes commandées par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins d'apprentissage, en particulier en ce qui concerne la possibilité de mise à échelle nationale du projet pilote et pour informer d'éventuels futures engagements de l'UE dans le domaine du numérique.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris pour la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait qu'il s'agit d'une action innovante et à caractère pilote.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 30 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat cadre.

5.10.Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions. Il est prévu qu'un ou plusieurs marchés de services d'audit pourront être conclus au titre d'un contrat cadre.

5.11.Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

Afin d'accroître la visibilité de l'UE et sa contribution à la présente action, la Commission peut signer ou conclure des communiqués et déclarations conjointes, dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).

APPENDICE - MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'intervention. Les activités, les produits attendus et les indicateurs associés sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'intervention, comme convenu entre les parties (la Commission européenne et le ou les partenaires chargé/s de la mise en œuvre).

	Chaîne des résultats: principaux résultats attendus (au maximum 10)	Indicateurs (au moins un indicateur par résultat attendus)	Sources des données	Hypothèses / Risques
Impact (objectif général)	L'objectif général du projet est de promouvoir l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication en soutien du développement économique.	Nombre d'entreprises utilisant les TICs dans le pays	Rapport Ministère du commerce et secteur privé	
Effet(s) direct(s) [objectif(s) spécifique(s)]	<p>OS 1) Appuyer la mise en œuvre de la stratégie Niger 2.0 (notamment axe iii - création d'une cité de l'innovation et de la technologie, et axe iv – promotion du numérique)</p> <p>OS 2) Le développement d'un enseignement du numérique de qualité, équitable et utile pour l'expansion des activités économiques</p>	<p>Nombre de start-ups incubées dans le cadre de la cité de l'innovation et de la technologie survivantes après la fin du projet/ startups incubées</p> <p>Nombre de PME accompagnées dans le cadre de la cité de l'innovation et de la technologie / utilisant les TICs</p> <p>Nombre d'activités axe « promotion du numérique » de la Stratégie mise en œuvres / nombre activités prévues</p> <p>Nombre d'application innovantes conçues dans le cadre des activités de promotion de la Stratégie</p> <p>Proportion de jeunes filles parmi les apprenants</p>	<p>Rapports ANSI</p> <p>Rapports CodeLoccol</p>	<p>Stabilité macroéconomique et politique</p> <p>Climat des affaires incitatif</p> <p>Stabilité institutionnelle de l'ANSI</p> <p>Climat des affaires incitatif</p>

		Nombre de jeunes apprenants en activité professionnelle dans l'année suivant le cursus CodeLoccol		
Produits	Produit 1.1 Le cadre organisationnel et opérationnel de l'ANSI et de l'école CodeLoccol est renforcé.	Nombre des réunions du cadre de concertation et de suivi évaluation de la stratégie 2.0	Comptes rendus Rapport de mise en œuvre stratégie 2.0	Stabilité institutionnelle de l'ANSI
	Produit 1.2 : La promotion et le développement du numérique sont effectifs.	Nombre d'application numériques développées dans le cadre des activités de promotion appuyées	Rapport de mise en œuvre stratégie 2.0	Stabilité institutionnelle de l'ANSI
	Produit 1.3 : Le développement des nouvelles technologies	Nombre d'écoles et instituts utilisant le numérique/ écoles initiées au numérique dans le cadre de cette action	Rapport de mise en œuvre stratégie 2.0	Contexte sécuritaire et sanitaire du pays
	Produit 2.1 Le cadre institutionnel de l'école CodeLoccol est finalisé	Statut du Fab-lab et nombre d'utilisateurs		
		Statut des textes institutionnels de CodeLoccol	Texte de CodeLoccol	Contexte sécuritaire et sanitaire du pays
	Produit 2.2 La qualité de l'enseignement et la durabilité de CodeLoccol est assuré grâce au développement d'un modèle économique relatif à l'enseignement du codage.	Statut des curricula révisés de CodeLoccol	Curricula	
	Produit 2.3 : Un accès équitable sur base du genre, des origines géographiques et des situations de vulnérabilité (handicapé, défavorisées) est promu.	Nombre d'étudiants et apprenants venant du CodeLoccol en immersion temporaire dans les entreprises	Rapports CodeLoccol	
		Nombre d'étudiants et apprenants venant du CodeLoccol en immersion temporaire dans les administrations	Rapports CodeLoccol	
		Nombre d'étudiants et étudiantes de CodeLoccol (désagrégation par lieu d'origine, situation de vulnérabilité)	Rapport CodeLoccol Plan d'action	

		Statu du point focal genre et du plan d'action genre et diversité pour le CodeLoccol	genre et diversité du CodeLocool	
--	--	---	-------------------------------------	--